

Chroniques de lecture

DÉCEMBRE 2025



Compagnie des Conseils
et Experts Financiers



..... NOS RECOMMANDATIONS DE LECTURE POUR L'HIVER

SOMMAIRE

.....

Partie 1 - Éclairages sur les grands équilibres économiques :

<i>La dette sociale de la France</i> Nicolas DUFOURCQ	p. 4
<i>L'économie sans intox. Retraites, pouvoir d'achat, dette...</i> Françoise BENHAMOU (dir.)	p. 5
<i>Quelle France en 2050 ?</i> Patrick ARTUS et Marie-Paule VIRARD	p. 6

Partie 2 - Fondements de la richesse et économie productive :

<i>Les leçons de Turgot et de Smith - Nouvelles réflexions sur la Richesse des Nations</i> Jean-Jacques PLUCHART	p. 8
<i>Réindustrialiser, pourquoi faire ?</i> Madeleine PERON et Wojtek KALINOWSKI (col.)	p. 9

Partie 3 - Économie et transition écologique :

<i>Comprendre l'incroyable écologie</i> Bertrand ALLIOT	p. 11
<i>Économie de l'(in)action climatique</i> Christian GOLLIER	p. 12

Partie 4 - Épargne, finance et financement de l'économie :

<i>Épargner mieux pour vivre mieux</i> Philippe CREVEL	p. 14
<i>Où va l'épargne ?</i> Marie-Laure BARUT-ETHERINGTON et Pierre BOLLON (dir.)	p. 15
<i>Le Grand Livre des taux d'intérêt</i> Gérard BLANDIN	p. 16

Partie 5 - Transformations financières et nouvelles frontières :

La finance à l'ère de l'intelligence artificielle
pilote par Marie BRIÈRE p. 18

Bitcoin, Le choc géopolitique
Jean-Charles GALLI et Alexandre STACHTCENKO p. 19

Vers une finance durable
Edouard DOLLEY p. 20

Partie 6 - Information, comportements et choix économique :

Finance comportementale et gestion du patrimoine
Yannick COULON p. 22

L'ère de la post-vérité. Comment les algorithmes transforment notre rapport à la réalité
Michael LAINE p. 23

DES CHRONIQUES DE...

Hubert ALCARAZ, Philippe ALEZARD,
Jean-Louis CHAMBON, Cercle de l'Épargne,
Dominique CHESNEAU, Claude GEORGELET,
Denis MOLHO et Jean-Jacques PLUCHART.

En collaboration avec :



Les chroniques sont consultables chaque mercredi sur www.clubturgot.com



ÉDITEUR :
Odile Jacob

544 pages

PRIX : 22,99 euros

LA DETTE SOCIALE DE LA FRANCE

Nicolas DUFOURCQ

Selon une habitude maintenant bien ancrée, Nicolas DUFOURCQ assène des vérités sur l'économie française qui sont objectivées par un grand nombre de statistiques et d'analyses propres, et » justifiées », dans une deuxième partie de l'ouvrage par des témoignages et entretiens. Son constat est le suivant : « Le secret de famille de la société française n'est pas la dette. Tout le monde en connaît l'existence. Mais c'est qu'elle est sociale. Deux tiers de la dette publique française financent des prestations sociales. Il s'agit d'un crédit à la consommation, et non d'un investissement dans l'avenir. Elle paie les factures mensuelles de millions de nos concitoyens ».

Ce « défaut » de l'économie française ne date pas d'hier mais suit une lente dérive s'inscrivant dans 11 périodes depuis 1969, époque de « nouveaux droits et grands prélèvements » à celle des « infortunes du COVID » en passant par « les débuts du franc fort », « les marchés font tourner la gauche », « la crise financière » de 2007-2012, et deux « occasions manquées » en 1988-1993 puis 1997-2002.

On distingue que les responsabilités ne sont pas liées spécifiquement à des programmes de droite ou de gauche en tant que tels mais à une suite de renoncements, d'ambitions mal venues. Toutefois, ils semblent que des décisions à contre-courant ont été nombreuses : ouvertures de nombreux droits lors du premier choc pétrolier, 35 heures lors de la reprise mondiale en 1997 et de l'arrivée active de la Chine dans les échanges mondiaux et le « manque de chance » de la crise de 2007 et le COVID en 2020. Manque de chance ou insuffisante préparation du pays à une résilience endogène face aux désordres mondiaux. Il convenait alors de compter « sur les autres », un plan européen, un soutien « quasi garanti » de la part de la BCE, une reprise en Allemagne depuis 2024, tous signes d'une perte de contrôle par la France de son destin ! Et la discussion actuelle au Parlement se concentre sur un trimestre de retraite et la taxation. Le propre de l'addiction à la dette sociale liée au fait que « l'Etat n'a pas su protéger ses citoyens en 39-45 »

et que le Conseil National de la Résistance a décidé de « corriger » cette erreur...ad vitam, indépendamment des évolutions du monde.

Cela a conduit à entretenir une fiction selon laquelle il y avait d'un côté la Sécurité Sociale avec des cotisations considérées comme des primes d'assurance, et de l'autre ce qu'on a appelé « l'assistance ». Sauf qu'en parallèle, l'Etat a créé de « nouvelles solidarités et un continent de droits sociaux, non liés au travail » avec des transferts dans tous les sens conduisant à ce que 58% des dépenses publiques soit d'ordre sociales. Ainsi « le cheval du social galope devant le cheval de l'économie car il est dopé à la poudre blanche de la dette ».

Quelques verbatim illustrent le propos. « Les partenaires sociaux n'hésiteront pas à augmenter les cotisations sociales de façon systématique, entraînant une hausse du coût du travail annonciateur du chômage de masse des années 1980-1990 ». « Raymond Barre, lui-même ne croyait pas à la possibilité de baisser les prélèvements obligatoires ». « On peut dire qu'aujourd'hui, une partie des 80 Milliards d'euros d'allègement de charges sociales dans le budget de l'Etat viennent compenser des décisions d'augmentation de cotisations prises dans les années 1970 par Raymond Barre »... Suite de la note en [clicquant ici](#)

L'auteur...



Nicolas DUFOURCQ est un haut fonctionnaire et dirigeant d'entreprise français. Il est surtout connu pour son rôle de directeur général de Bpifrance, la banque publique d'investissement française, où il supervise le financement et le soutien aux entreprises innovantes et aux startups.



ÉDITEUR :
Eyrolles

192 pages

PRIX : 21 euros

L'ÉCONOMIE SANS INTOX

**RETRAITES, POUVOIR D'ACHAT, DETTE...
16 ÉCONOMISTES RÉTABLISSENT LES FAITS**

.....
Françoise BENHAMOU (dir.)

Le Cercle des économistes signe son dernier ouvrage – sous un titre emprunté à la presse populiste – qui tente de répondre aux principales questions économiques et sociales que se posent les Français en ces temps troublés. Le livre réunit les meilleurs spécialistes des domaines couverts : la fragmentation de l'économie mondiale ; les questions de la dette et du taux d'emploi français ; l'immigration de travail ; l'argent public finançant la culture. Dans chaque chapitre, les auteurs soulignent l'importance des questions posées, analysent – ou plutôt critiquent- les réponses généralement apportées à ces questions par les milieux politiques et par les médias, puis se livrent, en puisant aux meilleures sources, à d'utiles « retours raisonnés aux faits » et à des « déconstructions des mythes », pour enfin formuler des propositions concrètes visant à redresser les fondamentaux du pays. Le lecteur du livre constatera notamment qu'en matière économique et sociale, les élus et les médias se livrent trop souvent à des simplifications abusives, à la propagation de contre-vérités et à d'habiles simulations, afin de défendre des idéologies et de justifier des programmes aux effets improbables. Le lecteur constatera que les taux d'inemploi des jeunes et des anciens sont en France anormalement supérieurs à ceux des autres pays occidentaux, et que plus de 600 000 seniors français sont pratiquement sans ressources. Le lecteur apprendra également que la durée de travail effective des actifs français en âge de travailler est proche

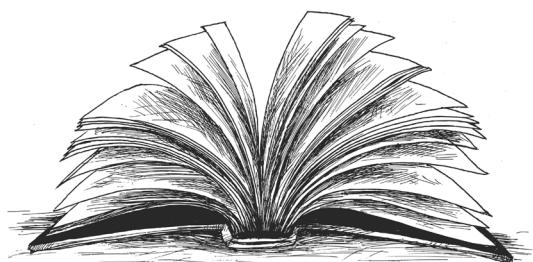
de la moyenne européenne, que l'expulsion des « immigrés de travail » ruinerait les secteurs du BTP, de la restauration et des services domestiques. Il sera surpris d'apprendre que la responsabilité du surendettement public de la France est plutôt attribuable aux politiques de droite (favorables à des réductions d'impôts) que de gauche (orientées vers une fiscalisation des entreprises). Il apprendra que la croissance économique peut être conjuguée avec une recherche du bonheur sans se laisser aller à la paresse, et que la promotion de la culture implique des financements à la fois publics et privés. Après lecture du livre, le lecteur restera toutefois sceptique sur les chances de redresser à court ou moyen termes les fondamentaux du pays.

Les auteurs...



Françoise BENHAMOU est présidente du Cercle des économistes. Elle est professeure émérite d'Économie à l'université Sorbonne-Paris-Nord et enseigne à Sciences Po Paris. Elle est notamment l'autrice de *L'économie de la culture* aux éditions de La Découverte.

Les **16 auteurs** sont des enseignants-chercheurs et des dirigeants d'institutions, membres du Cercle des économistes.





ÉDITEUR :
Odile Jacob

216 pages

PRIX : 14,99 euros

QUELLE FRANCE EN 2050 ?

**Patrick ARTUS et
Marie-Paule VIRARD**

Les auteurs ont conservé leur parti éditorial de présenter des faits, études et commentaires sans « complaisance » ! « Le pessimisme est d'humeur ; l'optimisme est de volonté » ; ici le pessimisme est d'intelligence et malheureusement convaincant, l'optimisme est de nécessité, sinon la pérennité de nos modèles économiques et sociaux ne sont pas assurés !

Confrontés à la menace de déclassement, la France et l'Europe auront-elles la capacité de rester dans la course face aux économies américaine, chinoise ou indienne ? Sans divulguer la conclusion, l'ouvrage donne quelques clés pour ne pas être trop distancé selon le thème kantien : que nous est-il permis d'espérer ?

Il s'agit, pour nous Français de relever six défis majeurs : le vieillissement démographique, la fragmentation du monde, la transition énergétique (et non pas écologique...), la bataille de l'épargne, sans oublier les bouleversements associés au passage d'une économie d'abondance à une économie de rareté.

Concernant le vieillissement, il croit et est associé à un recul des gains de productivité, une augmentation structurelle de l'inflation, et un déséquilibre durable des finances publiques. L'enjeu est donc d'empêcher que le vieillissement pèse trop sur la croissance à long terme et donc sur le niveau de vie des habitants.

La fragmentation du monde conduit à une économie plus chère et moins efficace, elle touchera en priorité les pays émergents ; la France et les autres pays développés devraient s'adapter à cette nouvelle donne en sachant entretenir une interdépendance suffisante.

Pour maintenir sa base industrielle en 2050, l'Europe et surtout la France devront achever leur mue culturelle et mobiliser des moyens financiers, nationaux et mutualisés et surtout l'épargne privée soit volontairement soit de façon « forcée » (emprunts obligatoires ou/et impôts).

Pour mobiliser l'épargne longue, il s'agira d'éviter le déficit public visant à stimuler la consommation, d'éviter le raccourcissement de la maturité moyenne des actifs financiers, d'éviter la réduction du degré de risques sur ces actifs, d'éviter d'inciter à utiliser l'épargne pour consommer, de favoriser par la politique économique toute mesure favorable à l'augmentation des revenus et donc de l'épargne disponible. Ces recommandations doivent conduire à un partage de la valeur différent de celui connu depuis les années 80.

Identiquement, pour que la transition énergétique puisse se faire dans d'aussi bonnes conditions que possible, « il faudrait sortir du modèle néo-libéral, et que les entreprises et leurs actionnaires acceptent une relative diminution de la rémunération de leurs fonds propres ». « Tous les agents économiques vont devoir ajuster leurs priorités et leurs comportements » car « la transition s'annonce difficile pour tous »... Suite de la note en [cliquant ici](#)

Les auteurs...



Patrick ARTUS est un économiste français, ancien chef économiste de Natixis et membre du Cercle des économistes. Spécialiste de macroéconomie, il enseigne à la Paris School of Economics et publie régulièrement sur les enjeux économiques contemporains.



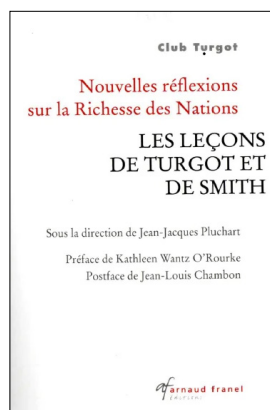
Marie-Paule VIRARD est une journaliste française, ancienne rédactrice en chef du magazine Enjeux - Les Échos (2003-2008), et auteure d'essais économiques et sociétaux.

.....

Partie 2

.....

**Fondements de la richesse
et économie productive**



ÉDITEUR :
Arnaud Franel

160 pages

PRIX : 15 euros

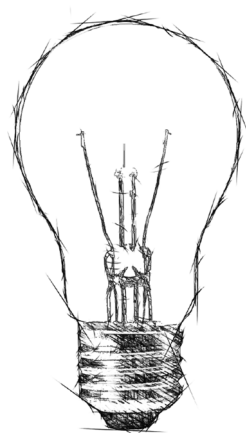
LES LEÇONS DE TURGOT ET DE SMITH

Nouvelles réflexions sur la Richesse des Nations

.....
Jean-Jacques PLUCHART (dir.)

Ce livre collectif, dont le titre est emprunté aux deux ouvrages les plus célèbres de Turgot et de Smith, a été rédigé par le club Turgot qui organise depuis 40 ans le Prix Turgot décerné à Bercy aux meilleurs livres d'économie et de finance. Il s'efforce de retrouver dans les ouvrages contemporains l'esprit qui a animé, il y a 250 ans, les fondateurs du libéralisme économique, le Français Anne-Jacques- Robert Turgot et l'Écossais Adam Smith. Il réunit 50 chroniques originales sur des ouvrages publiés au cours des années 2024 et 2025 par 80 chercheurs, entrepreneurs et managers attentifs aux phénomènes économiques et aux faits sociaux.

Le lecteur de ce livre découvrira qu'entre la fin du XVIIIe siècle et le début du XXIe siècle, les « systèmes de création de richesse » se sont transformés en « modèles de croissance et de décroissance », les « principes de gouvernement » ont été remplacés par des « modes de gouvernance et de management », les « lois de nature » ont été rebaptisées « normes environnementales », l'Encyclopédie de Diderot et d'Alembert s'est muée en « big data », le Siècle des Lumières est devenu une alternance d'ombres et de lumières.



Les auteurs...



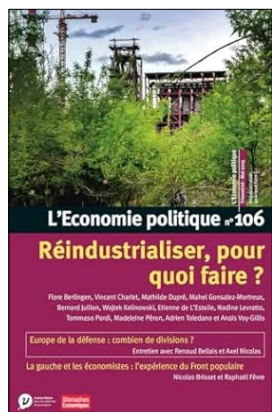
Jean-Jacques PLUCHART
est professeur émérite
à l'Université Paris 1
Panthéon-Sorbonne, rattaché
aux laboratoires PRISM et
GREGOR.

Il a notamment assuré la
direction du master GMDE
(Gestion et Méthode de Décision d'Entreprise),
et a enseigné le management stratégique,
la théorie des organisations et la création
d'entreprise.

Sur le plan de la recherche, Jean-Jacques
PLUCHART s'est imposé comme un spécialiste
de la gouvernance d'entreprise, de l'ingénierie
de projet, de la finance responsable et des
dynamiques stratégiques des organisations.

Il est l'auteur d'environ cinquante ouvrages
et d'une centaine d'articles portant sur des
questions contemporaines de management,
de stratégie d'entreprise, de finance et de
responsabilité sociale des entreprises.

Ont contribué à la rédaction de l'ouvrage :
Hubert ALCARAZ, Philippe ALEZARD,
Florence ANGLÈS, Renzo BORSATO, Alain
BRUNET, Jean-Louis CHAMBON, Dominique
CHESNEAU, Benoit FRAYER, Sophie FRIOT,
Michel GABET, Claude GEORGELET, Fredi
GODET DESMARAIS, Loïc LE MENN, Denis
MOLHO, Jean-Jacques PLUCHART (direction
de l'ouvrage), Pona SAMNIK, Olivier STEPHAN,
Kathleen WANTZ O'ROURKE.



ÉDITEUR :
Alternatives
économiques

112 pages

PRIX : 12 euros

RÉINDUSTRIALISER, POURQUOI FAIRE ? L'ÉCONOMIE POLITIQUE N°106

.....

**Madeleine PERON et
Wojtek KALINOWSKI**

Le cahier n°106 de la REP soulève une question apparemment provocatrice mais en réalité fondamentale et complexe. Il est composé de neuf articles analysant les multiples difficultés auxquelles sont confrontées les entreprises et les gouvernements – notamment de la France – dans leur projet de réindustrialiser un « pays sans usines », après trois décennies de repli industriel.

La réindustrialisation implique d'arbitrer entre des objectifs plus ou moins contradictoires portant sur la compétitivité des usines, la sécurité des approvisionnements, la protection de l'environnement, les économies d'énergie, l'équilibre entre les territoires, l'équité sociale... Les arbitrages doivent préalablement faire l'objet de longues procédures administratives, de coûteuses campagnes d'information et de débats plus ou moins démocratiques. Les choix des activités à réhabiliter et des territoires à réindustrialiser, diffèrent selon les pays de l'Union européenne. Les maillons industriels nationaux sont solidaires d'une chaîne internationale de création de valeur, ce qui limite les options productives. Les opérations « territoires d'industrie » doivent ainsi concilier les impératifs d'un aménagement équitable des territoires, d'une préservation des terres agricoles au nom de la « sobriété foncière », d'une réhabilitation des friches industrielles et d'un encadrement des industries polluantes et/ou émettrices de carbone (selon l'objectif Zéro Artificialisation Nette). Ces opérations impliquent d'aligner les intérêts publics et privés et d'adopter des systèmes de financement plus durables. Elles doivent aussi s'inscrire dans des systèmes rentables d'économie circulaire, sobres à la fois en énergie et en matières premières. A titre d'exemple, le cas du développement de la voiture électrique soutenable et accessible à tous les ménages, est remarquablement étudié.

Le dossier inclut également un article – dont la résonance est particulièrement actuelle – intitulé « la gauche et les économistes », portant sur l'affrontement de 1936 à 1938 entre les leaders du Front populaire et les économistes Alfred Sauvy et Robert Marjolin, au sujet de la semaine des 40 heures. Un article sur la coordination des actions des pays de l'Union européenne en faveur de l'Ukraine, vient clôturer le dossier.

Les auteurs...



Madeleine PÉRON est économiste et responsable du programme « Transition écologique et sociale & politique industrielle » à l'Institut Veblen. Elle travaille sur les politiques publiques visant à accélérer la transition vers une économie plus juste et durable.



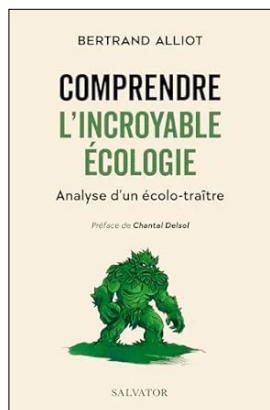
Wojtek KALINOWSKI est co-directeur de l'Institut Veblen et rédacteur en chef de la revue *L'Économie politique*. Ses travaux portent sur les transformations économiques, la transition écologique et les modèles alternatifs de développement économiques et sociétaux.

.....

Partie 3

.....

Économie et transition écologique



ÉDITEUR :

Salvator

192 pages

PRIX : 20 euros

COMPRENDRE L'INCROYABLE ÉCOLOGIE

Bertrand ALLIOT

L'auteur propose sa vision sur la genèse, l'influence et l'évolution de ce courant de pensée dans la sphère politique et économique d'une partie du monde, en particulier l'Europe. Si la conscience environnementale est depuis toujours corrélée au genre humain sous des formes diverses, elle connaît un vif essor avec le début de l'industrialisation et l'émergence des premières thèses sur le besoin de réguler la population mondiale.

L'Environnement devient au fil des événements la matrice de courants plus identitaires et plus radicaux. C'est ainsi que naît, fin du 19^{ème} siècle le mot « écologie », pour désigner la « discipline scientifique qui étudie les milieux naturels ainsi que les rapports et interactions entre les êtres vivants et ces milieux ». Très rapidement « l'écologie » s'écarte de cette définition et de leurs représentants, les écologues, pour devenir un mouvement messianique s'appuyant sur une rhétorique quasi religieuse.

La nouvelle « écologie » s'appuie sur le concept de « crise systémique globale imminente », en alimentant sa rationalité et sa justification sur des matériaux fournis par l'actualité : les pluies acides, les risques nucléaires, la surpopulation, la couche d'ozone, les émissions de gaz à effet de serre liées aux activités humaines, la transition énergétique ... Chaque thème fait l'objet d'une active publicité via des relais de diffusion et de vulgarisation : ONG, Conférences/ Débats, Commissions ad-hoc, médias, experts en tous genres, rapports/Thèses. Les financements sont légion via les organismes internationaux, les gouvernements, les cotisations, legs/donations ... Il est notable de souligner la remarquable plasticité de la démarche : Chaque nouveau thème chasse le précédent, ce fut le cas des pluies acides, de la surpopulation, de la couche d'ozone, du nucléaire ... Le réchauffement climatique est le nouveau champ de bataille des écologistes, alimenté par nombre de rapports dont ceux du GIEC.

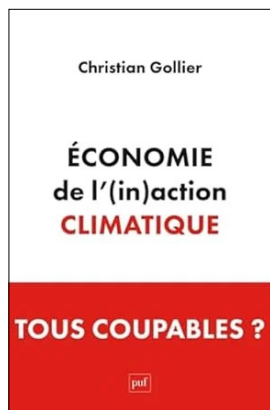
L'Union européenne figure parmi les bons élèves sur son territoire mais est moins soucieuse des possibles dégâts à l'environnement de ses fournisseurs internationaux, l'étude d'impact globale étant principalement réservée à ses propres ressortissants. Cette approche vertueuse de l'Union européenne n'est pas, pour l'instant, imitée par ses concurrents directs (Etats-Unis, Chine, Inde, Brésil...) moins entravés par les normes et bénéficiaires de fait de nos défis environnementaux ce qui se traduit, pour l'Union européenne, par un appauvrissement, une décroissance « molle », une désindustrialisation, une perte de souveraineté et un surendettement pour certains. Cet écart de compétitivité asymétrique peut-il, dans une certaine mesure, expliquer le déclin de l'Europe et son effacement dans ce nouveau monde ?

L'optimisme final de l'auteur repose sur une prise de conscience de l'Union européenne des enjeux économiques, sociaux et politiques mais aussi sur l'effacement progressif de l'écologie en tant que pensée dominante par son incapacité à anticiper et résoudre les problèmes.

L'auteur...



Bertrand ALLIOT, acteur du mouvement écologiste. Ancien écologiste et chroniqueur. Il a publié « Une histoire naturelle de l'homme ». Ed. de l'Artilleur en 2020.



ÉDITEUR :

Puf

464 pages

PRIX : 25 euros

ÉCONOMIE DE L'(IN)ACTION CLIMATIQUE

.....
Christian GOLLIER

Dès le début du livre, l'entrée en matière est saisissante, car sur la base d'un constat d'échecs successifs sur le front du climat, l'économiste s'inquiète au pire d'un possible effondrement de civilisation et au mieux d'un remplacement possible, suite à l'inaction climatique, de notre démocratie libérale par un système illibéral et donc moins démocratique. Il souhaite donc au travers de son ouvrage émettre la solution de donner un prix du carbone (taxe CO²) pouvant contribuer à sauver le bien commun sur le plan de la nature par rapport à l'évolution du climat.

Pour ce faire, dans la première partie du livre, il montre que le problème de la transition énergétique est un problème d'allocation des efforts de décarbonation parmi une multiplicité d'agents économiques.

Il met en exergue un grand nombre de calculs chiffrés entre d'un côté les émissions de CO² émises par l'activité économique traditionnelle, et de l'autre les actes à réaliser aujourd'hui et demain par les acteurs économiques afin de tendre vers l'objectif zéro émission nette (ZEN) à l'horizon 2050 (limitant le réchauffement de la planète à 1,5°C).

Puis ensuite, avant d'aborder la fiscalité carbone, il démontre les contradictions actuelles de l'homo economicus qui a le souhait de faire un geste pour la planète, mais qui dans les faits ne veut pas dépenser plus pour le même produit/service ; soit au final l'inacceptabilité sociale propres aux politiques climatiques alternatives.

A ce sujet, il aborde donc le concept du passager clandestin, car l'acteur économique qui agit sur la décarbonation en subit l'intégralité du coût, et ne profite nullement du bénéfice climatique de cette action (les coûts sont privés et les bénéfices sont socialisés).

De fait, il en vient à proposer et expliciter sa théorie d'une mise en place d'une taxe unique sur le carbone (de l'ordre de 250 €/T selon ses calculs) égale à la valeur carbone.

Le principe étant que chacun fera l'effort de décarbonation si et seulement si son coût par tonne de CO² évitée est inférieur à la valeur de la tonne de CO². Cela suppose la mise en place d'un système de subventions bien calibré engendrant un optimum social.

Mais dans un monde ouvert, alors que la nouvelle présidence des Etats-Unis met tout en œuvre pour déployer son économie avec les énergies traditionnelles, l'effort demandé doit avoir lieu au niveau mondial et non national, d'où le problème du passager clandestin.

De plus, l'auteur fait ressortir une idée novatrice proposant que l'Union européenne se dote d'une Banque centrale du carbone (BCC) indépendante, pour gérer l'évolution du prix du carbone sur un marché des permis d'émission couvrant l'ensemble de l'Union. Par la suite, l'objectif serait de faire monter le prix du carbone à un niveau tel que le pétrole et le gaz ne deviennent plus compétitifs par rapports aux énergies renouvelables... *Suite de la note en [clicquant ici](#).*

L'auteur...



Christian GOLLIER est économiste, co-fondateur et directeur de la Toulouse School of Economics et ses travaux portent sur l'économie du climat (œuvres récentes : « Entre fin de mois et fin du monde » et « Le climat après la fin du mois ») et sur les sciences de la décision en incertitude.

.....

Partie 4

.....

**Épargne, finance et
financement de l'économie**



ÉDITEUR :

Solar

256 pages

PRIX : 18,90 euros

ÉPARGNER MIEUX POUR VIVRE MIEUX

Philippe CREVEL

Sept Français sur dix épargnent par crainte de l'avenir, pour financer un projet, préparer leur retraite ou se constituer un patrimoine. L'épargne est un dialogue permanent entre présent et avenir. Ce livre propose une exploration complète de ce vaste univers, des produits immobiliers aux produits financiers, du livret A à l'assurance-vie, en passant par le PEA, le PER, les cryptoactifs, les sneakers ou encore le crowdfunding.

L'ambition est double : décrypter la complexité d'un paysage financier en perpétuelle mutation et offrir des repères solides pour agir avec discernement. Car épargner, c'est toujours arbitrer entre sécurité, rendement et liquidité. Aucun produit ne détient la formule magique, mais chacun peut trouver sa voie pour préparer un projet, sécuriser son patrimoine ou financer son avenir. À travers des exemples et des cas types, ce livre entend aider chacun d'entre nous à faire, autant que possible, le bon choix.

L'auteur...



Philippe CREVEL est économiste et spécialiste de l'épargne, de la retraite et de la gestion patrimoniale. Fondateur de Lorello Ecodata et du Cercle de l'Épargne, il accompagne particuliers, entreprises et institutions

dans leurs décisions financières et stratégiques.



En 2025, Philippe CREVEL a notamment participé à la Convention nationale de la CCEF sur le thème « Finance verte, bleue, brune : Quels repères pour les investisseurs et les épargnants dans la jungle des nouvelles finances durables », intervenant dans la table ronde 1 : « Les nouvelles couleurs de la finance : Quels horizons, quelles limites, quelles conséquences concrètes sur les plans géopolitique, normatif, économique et financier face à une nécessité de transparence dans une société à la recherche de sens ? »



ÉDITEUR :

Ass. économie
Financière

284 pages

PRIX : 35 euros

OÙ VA L'ÉPARGNE ?

**Marie-Laure BARUT-
ETHERINGTON et
Pierre BOLLON (dir)**

En ces temps de besoins d'investissements, pour répondre aux transitions énergétique, environnementale, économique et ... budgétaire, la tentation de l'opinion est de rechercher des réponses (des coupables ?) du côté des prétendus « nantis » de la société et du « grand capital. » Rien de très nouveau en soi, sauf l'invitation de l'épargne dans cette quête jamais assouvie de nouveaux boucs émissaires.

Le débat séculaire qui divise les économistes retrouve de l'actualité, sur le point de savoir si l'épargne (qualifiée en France d'excessive) – mais immuable comme valeur de vertu républicaine – risquerait de devenir un frein pour l'investissement, la croissance, l'emploi et in fine pour la demande elle-même. Cette nouvelle parution de la REF, qui s'appuie sur une pléiade de prestigieux économistes vient à point nommé. En trois chapitres richement documentés, les auteurs apportent à la réflexion à la fois des éléments factuels, de contexte et une vision stratégique de long terme.

Le premier chapitre s'attache à dresser un panorama des évolutions de l'épargne en France comparé à celui de l'Europe, tandis que le second chapitre traite de l'hétérogénéité des comportements d'épargne sur plusieurs dimensions (par rapport à la détention d'actifs risqués, en fonction des caractéristiques du ménage, du cycle de vie des produits, et du rôle des politiques publiques. Enfin la troisième partie éclaire la grande question de la mobilisation de l'épargne privée, au service de l'économie française et européenne.

On retiendra qu'en France, si les particuliers épargnent beaucoup (15% en moyenne de leurs revenus soit au-dessus des principaux pays de l'OCDE, ils le font ... plutôt mal, en privilégiant les actifs liquides et les moins risqués. La faible détention d'actions et l'accroissement du stock d'actions étrangères, ont des conséquences néfastes en termes de souveraineté et de compétitivité pour notre pays. Le besoin d'une réglementation privilégiant moins les actifs « sûrs et liquides » est appelé par l'ensemble des acteurs financiers et assureurs, banques et gérants d'actifs.

Les auteurs plaident pour une accélération de la mise en œuvre d'une véritable « Union pour l'épargne et l'investissement », en identifiant quatre chantiers prioritaires : redessiner les infrastructures de marché pour réduire les coûts, unifier la supervision des marchés de capitaux pour un meilleur partage des risques, relancer la titrisation, financer la transition verte et promouvoir l'industrie européenne du capital-risque finançant les entreprises innovantes.

Comme le montre cette remarquable parution, le nouveau chemin qui semble s'ouvrir pour l'épargne est couvert de belles promesses... sans doute encore longtemps accompagnées de cette formule de la sagesse populaire : « Qui n'épargne pas un sou n'en aura jamais deux ».

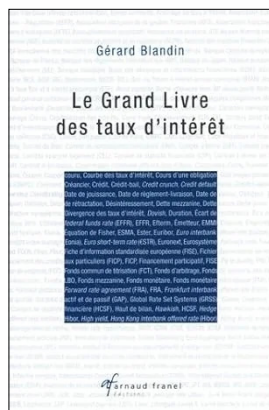
Les auteurs...



**Marie-Laure BARUT-
ETHERINGTON** est DGA à la
Banque de France.



Pierre BOLLON est
Directeur des affaires
européennes à la FEI.



ÉDITEUR :
Arnaud Franel

330 pages

PRIX : 29,95 euros

LE GRAND LIVRE DES TAUX D'INTÉRÊT

Gérard BLANDIN

Le Grand Livre des taux d'intérêt se présente sous la forme d'une encyclopédie de la finance qui ne porte pas que sur les taux – les « chiffres les plus importants du monde moderne » – mais sur tous les instruments, institutions, procédures, événements... de la finance moderne. L'ouvrage comporte à la fois des entrées alphabétiques par notions et par sigles, mais aussi des focus (notamment historiques) et des citations de financiers célèbres, des mentions des sources consultées, des renvois à des notions connexes. Il est solidement structuré et est rédigé dans un style clair et précis. Il démontre que le format du livre traditionnel, lorsqu'il est bien construit, est d'un usage plus didactique et pratique que la consultation en ligne d'un moteur de recherche même enrichi par l'IA. Il est aussi l'occasion d'organiser d'utiles quiz de culture financière.

L'ouvrage de Gérard Blandin résume en seulement 328 pages la somme de connaissances que tous les praticiens, enseignants et étudiants en finance doivent totalement maîtriser, et que les épargnants et les investisseurs financiers doivent au moins partiellement connaître. Le lecteur du Grand Livre y découvrira plusieurs centaines de sigles et d'acronymes, de textes réglementaires et de noms de financiers et de politiques célèbres, qui sont ou ont été essentiels dans le fonctionnement des systèmes monétaires, financiers et comptables. Le Grand Livre n'a pas qu'une utilité pratique ; il atteste de la complexité de la finance contemporaine et délivre un message subliminal sur la créativité sans égale des financiers, sur la rapidité des changements de la finance et sur l'importance de son utilité économique et soci



L'auteur...



Diplômé de Sciences Po Paris, **Gérard BLANDIN** compte plus de trente ans d'expérience dans le domaine des placements. Il a dirigé les rédactions de plusieurs hebdomadaires financiers et est l'auteur d'une quinzaine

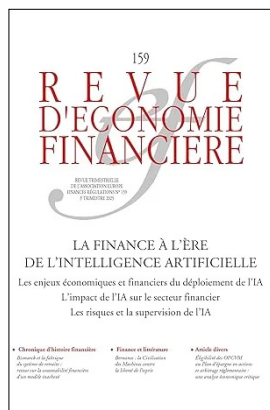
d'ouvrages sur la Bourse, l'immobilier, la gestion collective et la finance de marché.

.....

Partie 5

.....

Transformations financières et nouvelles frontières



ÉDITEUR :
Association
Europe-Finances-
Régulations (AEFR)
330 pages
PRIX : 26,99 euros

LA FINANCE À L'ÈRE DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

.....
piloté par Marie BRIÈRE

L'intelligence artificielle est devenue une technologie transversale qui concerne tous les secteurs économiques et qui a des applications dans tous les cas d'usage dès lors qu'il y a une couche d'analyse. L'IA possède un potentiel de transformations systémiques en modifiant simultanément les modes de production, d'organisation et d'innovation de l'ensemble de l'économie.

Le secteur financier n'est, bien entendu, pas exempt de ces changements. Les ordinateurs dans les années 70 ont permis l'émergence de la finance quantitative et le développement de modèles mathématiques sophistiqués afin d'évaluer les risques et d'optimiser les portefeuilles. Mais l'IA se distingue par son autonomie, sa capacité à interagir en langage naturel, à adapter ses décisions grâce à l'apprentissage, à traiter et analyser en temps réel d'énormes volumes de données ainsi que de convertir des informations textuelles en stratégies d'investissement. Ces quelques exemples déjà adoptés en exploitation quotidienne laissent présager des bouleversements disruptifs sur le secteur.

Ce numéro de la Revue d'économie financière sous la direction de Marie Brière explore les enjeux mais également les défis économiques, financiers, éthiques et aussi les impacts et les risques liés à l'intégration croissante de l'IA dans le secteur financier. Treize contributeurs de tout premier plan, tels que Cédric Villani, Philippe Aghion, Agnès Bénassy-Quéré, pour n'en citer que quelques-uns apportent une synthèse précieuse autour de trois grands thèmes.

Le premier est consacré aux enjeux économiques et financiers du déploiement de l'IA. Y sont abordés les besoins stratégiques en matière de financement et de recherche liés à l'IA, les questions éthiques, en rappelant que l'humanité investit dix fois plus dans l'IA et le numérique que dans la transition écologique, les impacts sur la diffusion de l'innovation et la productivité et enfin les monnaies numériques et le rôle des fintechs ainsi que des banques centrales.

La deuxième partie aborde les impacts de l'utilisation de l'IA et l'IA générative dans la finance. Les différents contributeurs reviennent sur les stratégies d'intégration dans le scoring, le défaut de paiement, les demandes de prêts, la gestion de sinistres des assurances, sur la prévention des risques cyber mais montrent que ces gains de productivité peuvent d'être contrebalancés par de nouveaux risques moins visibles.

Dans la dernière partie de ce numéro les experts se concentrent sur les risques et les différentes approches réglementaires et notamment sur la capacité des autorités de régulation à utiliser l'IA pour les assister dans leur mission de contrôle.

Ce numéro de la « Revue d'économie financière » nous offre une approche plutôt exhaustive de la situation des débats actuels sur les enjeux complexes de l'utilisation de l'IA dans le secteur financier.

L'auteur...



Marie BRIÈRE,
est responsable de la
« recherche investisseurs »
chez Amundi Investment
Institute, chercheuse associée
à Dauphine et à l'ULB et
Présidente de Inquire Europe.



ÉDITEUR :
Armand Colin

250 pages

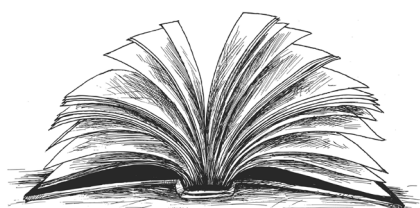
PRIX : 23,90 euros

BITCOIN LE CHOC GÉOPOLITIQUE

**Jean-Charles GALLI et
Alexandre STACHTCENKO**

L'ouvrage soulève d'utiles questionnements sur le développement du bitcoin, qui a été conçu en 2009 par Satoshi Nakamoto et relancé en 2025 par la nouvelle présidence américaine. Le bitcoin est à la fois un actif cryptographique et une monnaie alternative relevant du shadow banking. Il assure les trois fonctions d'une monnaie officielle : unité de compte, vecteur de transaction et réserve de valeur. Le système du bitcoin est décentralisé et autogéré. Il exploite la technologie de la blockchain, basée sur l'encapsulation de transactions dans des blocs dont l'empreinte numérique (le hash) sous forme d'équations probabilistes complexes, est vérifiée par des fermes de minage (Proof of Work).

Le contrôle du système – qui est de plus en plus utilisé par des États, des administrations, des entreprises et des ménages – présente désormais des enjeux stratégiques pour les gouvernements, les banques centrales et les banques commerciales. Les transactions financées par des bitcoins font l'objet d'une régulation par le Conseil de Stabilité Financière, le Comité de Bâle, la Banque des Règlements Internationaux, le Groupe d'Action Financière, au niveau international, et le règlement MICA, dans le cadre de l'Union européenne. Malgré cet encadrement de plus en plus contraignant, depuis l'échec du libra de Facebook, le bitcoin continue à susciter des interrogations et des inquiétudes parmi les institutions monétaires, les établissements financiers et le grand public. Le bitcoin soulève par ailleurs des problèmes écologiques, étant consommateur en électricité et contribuant au réchauffement climatique.



Les auteurs de l'ouvrage exposent les dilemmes affrontés par les gouvernements, dont certains (Salvador, Nigeria) l'ont adopté comme monnaie officielle, d'autres (comme la Chine) l'ont interdit, et la plupart en tolère l'utilisation sous certaines conditions. La Banque Centrale Européenne l'a relégué au rang de « pseudo-monnaie ». Il semble que le bitcoin soit désormais considéré comme une « valeur refuge », (le « bitcoin -or »), une voie de contournement de sanctions internationales (pour la Russie), une alternative au dollar (pour les BRICS), ou « une réserve de valeur numérique ».

La lecture de l'ouvrage requiert une attention soutenue en raison de son caractère à la fois conceptuel et technique, mais elle contribue à une meilleure compréhension des forces et des faiblesses du système monétaire international actuel.

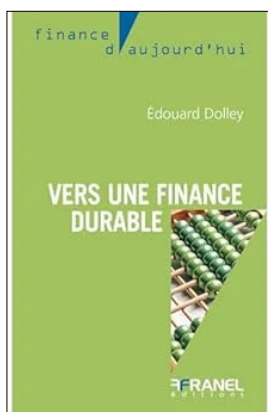
Les auteurs...



Jean-Charles GALLI est enseignant-chercheur et conseiller auprès de start'up.



Alexandre STACHTCENKO est directeur stratégie chez Paymium.



ÉDITEUR :
Arnaud Franel

314 pages

PRIX : 29,95 euros

VERS UNE FINANCE DURABLE

.....

Edouard DOLLEY

L'ouvrage est intéressant à plus d'un titre : pédagogique, pratique, inspirant.

On ne peut faire de finance durable sans faire de finance d'abord ! Ce livre introduit les principales notions de finances d'entreprise et de marché, puis explique l'intérêt de ces notions pour une finance durable. Chaque chapitre porte sur une notion de finance : richesse, taux d'intérêt, rendement, bilan, portefeuille d'actifs, arbitrage, produits dérivés et même crypto-actifs ! Ainsi ce livre permet de passer de la finance « classique » à la finance durable. Voici pour le côté pédagogique.

Il est pratique par l'originalité de son format. Dans chaque chapitre, les notions sont expliquées par des enseignants et des praticiens : directeur financier, banquier central, banquier commercial, banquier d'affaires, gérant, responsable de salles de marché, évaluateur, expert-comptable, auditeur, chef d'entreprise...

On apprend que des notions telles que le TRI, le taux de rentabilité exigée, le taux sans risque, le rachat d'entreprises, les arbitrages, le « MEDAF », les options et produits dérivés, l'évaluation extra-financière, sont applicables aux modèles et au fonctionnement de la finance durable.

Le livre est inspirant car il n'est pas un plaidoyer pro domo pour la finance durable. Au contraire, le choix des interviewés, conduit à s'interroger sur les limites systémiques actuelles : difficultés de déterminer un taux de rendement d'un projet ESG et du calcul de la valeur environnementale, valeur intrinsèque du carbone, questions sur les règlements et les évaluateurs ISR....

Chaque chapitre comporte une conclusion en quelques points qui résume le développement précédent, et pose des questions, format inspirant !

Les capitaux naturel et social ne se résument certes pas à des chiffres, mais les chiffres sont indispensables et il est crucial de collecter des données fiables. Et les concepts

financiers « classiques » constituent un socle solide qui peut être adapté à l'analyse de problématiques plus larges et notamment de durabilité.

L'auteur affirme à bon droit que la transition verte et durable passera par un retour de la confiance, de la gouvernance et de la valeur, et les difficultés actuelles ne sont pas omises. Et concernant la confiance, E. DOLLEY affirme la nécessité du développement des blockchains. Compte de sa consommation énergétique, ce point semble contre-intuitif, mais les arguments proposés sont forts.

La traçabilité des fonds investis dans des projets, la fiabilité des données amont si difficiles à obtenir au point que la Directive OMNIBUS en a limité les obligations d'obtention, les sources d'énergies renouvelables « certifiées » permettrait de justifier et de satisfaire les besoins d'information des agents économiques.

Ce livre ne développe pas de solutions clé en main, mais il fournit une sorte de bréviaire sérieux et accessible. Ainsi la transition serait portée par une approche « bottom-up », le top down ayant, selon l'auteur atteint des limites bien décrites.

L'auteur...



Édouard DOLLEY est un ingénieur télécom de formation, passé ensuite à la finance.

Après ses débuts comme analyste financier dans le secteur des télécoms (notamment au sein de l'ARCEP), il s'est orienté

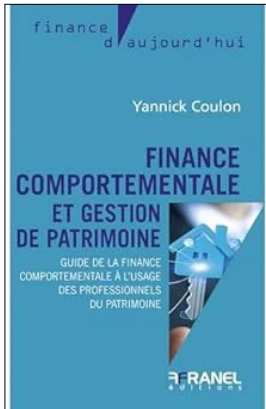
ensuite vers l'investissement dans des start-ups "Deeptech".

.....

Partie 6

.....

**Information, comportements et
choix économique**



ÉDITEUR :
Arnaud Franel

170 pages

PRIX : 19,95 euros

FINANCE COMPORTEMENTALE ET GESTION DE PATRIMOINE

.....

Yannick COULON

L'auteur répond à des questions partagées par les français en mal de placement de leur épargne sur un marché financier incertain, mais aussi par leurs conseillers bancaires ou indépendants, confrontés au développement de l'Intelligence Artificielle. Son dernier ouvrage porte sur la finance comportementale, qui introduit la psychologie des acteurs dans les décisions financières, et la gestion de patrimoine, qui devenue difficile en raison de la diversification des types d'opérations et de produits financiers. Il rappelle les fondamentaux de la finance classique, fondée sur la rationalité des investisseurs, sur la notion de valeur fondamentale et sur le principe de l'efficacité du marché (défendu par Fama), puis il pose les hypothèses de la finance comportementale, basées sur l'irrationalité (relative) des acteurs, la notion de valeur de marché et la sous-efficacité du marché (soutenues par Minsky et Thaler).

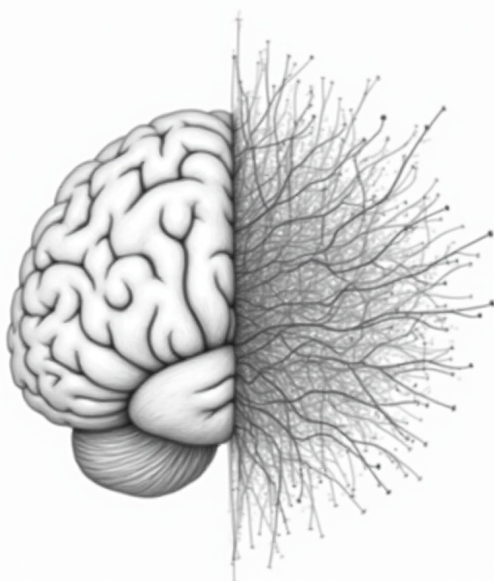
Après avoir expliqué les principaux modèles des finances classique et comportementale, Yannick Coulon analyse longuement, après Tversky et Kahneman, les multiples biais psychologiques – perceptuels, cognitifs et émotionnels – ainsi que collectifs, qui affectent les arbitrages des investisseurs et de leurs conseillers. Il montre l'intérêt des gestions active et passive de portefeuille. Il montre les limites des gestions par l'IA et de l'analyse graphique. Il rappelle le cadre réglementaire des placements financiers (MIFID 1 et 2) et immobiliers.

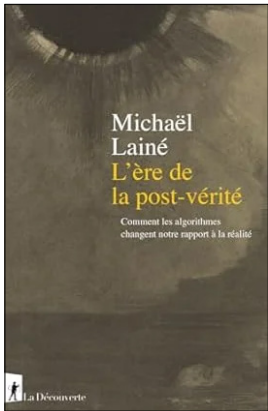
L'ouvrage est assorti de citations, de schémas, de tests et d'exemples éclairants. Le lecteur regrettera qu'il n'approfondisse pas suffisamment les questions relatives aux produits structurés et aux crypto-actifs.

L'auteur...



Yannick COULON a une longue expérience de banquier et est actuellement professeur dans une école de management.





ÉDITEUR :
La découverte
336 pages
PRIX : 22 euros

L'ÈRE DE LA POST-VÉRITÉ

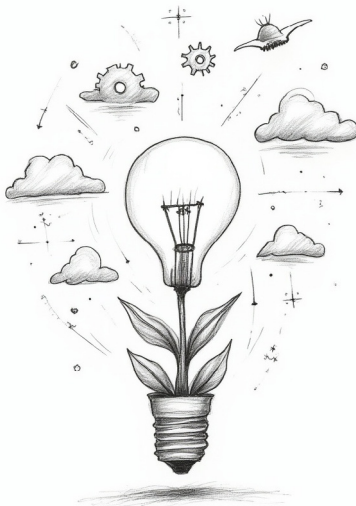
COMMENT LES ALGORITHMES CHANGENT NOTRE RAPPORT À LA RÉALITÉ

.....

Michaël LAINÉ

À une époque où tout un chacun se réclame de la raison, le monde semble avoir perdu la tête, des États-Unis à l'Argentine en passant par l'Europe. Non seulement les individus peinent à discerner le vrai du faux, mais ils valorisent moins la vérité. Préférant les opinions préconçues et les fictions à la science, ils prennent de plus en plus leurs fantasmes et leurs peurs pour des réalités. Partout, les sociétés se polarisent.

Fruit de trois ans de recherche pluridisciplinaire, cet ouvrage est le premier à caractériser scientifiquement la post-vérité et à en explorer toutes les dimensions, bien au-delà des « infox » auxquelles on la réduit abusivement. Dans une approche mêlant psychologie, neurosciences et économie des émotions, il montre les effets dévastateurs d'Internet et des réseaux sociaux, dont les algorithmes privilégient les contenus clivants et anxiogènes tout en confortant les croyances préalables. Ainsi se forment de dangereuses « bulles cognitives ».



Le diagnostic est sans appel : ce basculement progressif des mentalités est intimement lié au capitalisme. Pour générer un maximum de revenus publicitaires, les algorithmes s'adressent à la part de nous-même qui souhaite se débarrasser de la réalité. Et s'ils instaurent la plus insidieuse des servitudes volontaires, avec notre complicité inconsciente ? Cet essai démontre aussi que l'essor mondial des extrêmes droites est en grande partie dû aux biais d'Internet et des réseaux sociaux, qui en favorisent les idées. Un livre salutaire qui invite à un sursaut de lucidité face à un enjeu social majeur de ce siècle.

L'auteur...



Michaël LAINÉ est maître de conférences en économie à l'université Paris-8. Ses recherches pluridisciplinaires portent sur les intuitions, émotions et croyances, ainsi que sur l'économie écologique. Il est l'auteur

de plusieurs ouvrages et de nombreux articles scientifiques dans des revues internationales.



Compagnie des Conseils
et Experts Financiers



DÉVELOPPEZ VOTRE EXPERTISE AVEC LA CCEF

La Compagnie des Conseils et Experts Financiers a créé
différentes formations dispensées **par des professionnels**
à destination de professionnels

Devenez spécialiste



en Évaluation d'entreprises

Formez-vous



en Transmission d'entreprise



en Évaluation des Préjudices économiques et financiers



en Retournement d'entreprises

WWW.CCEF.NET

Bonne lecture !



Compagnie des Conseils
et Experts Financiers



120 avenue des Champs-Élysées - 75008 PARIS
01 44 94 27 70 - ccef@ccef.net
www.ccef.net